

65

Commission permanente  
Séance du 5 décembre 2022



Rapporteur : Mme LEMONNE

47410

18 - Environnement

**Contrats départementaux de territoire - Volet 2 - Mobilité et infrastructures**

Le lundi 05 décembre 2022 à 14h15, les membres du Conseil départemental, régulièrement convoqués par M. CHENUT, Président, se sont réunis dans les locaux de l'Assemblée départementale, sous sa présidence.

Au moment du vote de la présente délibération,

**Etaient présents :** Mme ABADIE, Mme BIARD, Mme BILLARD, M. BOHANNE, M. BOURGEOUX, Mme BOUTON, M. BRETEAU, Mme BRUN, M. CHENUT, M. COULOMBEL, M. DE GOUVION SAINT-CYR, M. DELAUNAY, M. DÉNÈS, Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ, Mme FAILLÉ, M. GUÉRET, Mme GUIBLIN, M. GUIDONI, M. HERVÉ, M. HOUILLOT, Mme KOMOKOLINAKOAFIO, M. LAPAUSE, Mme LARUE, Mme LE FRÈNE, M. LE GUENNEC, M. LE MOAL, Mme LEMONNE, M. LENFANT, Mme MAINGUETGRALL, M. MARCHAND, M. MARTIN, M. MARTINS, Mme MERCIER, Mme MESTRIES, M. MORAZIN, Mme MOTEL, M. PAUTREL, M. PERRIN, M. PICHOT, Mme QUILAN, Mme ROCHE, Mme ROGER-MOIGNEU, Mme ROUSSET, Mme ROUX, Mme SALIOT, M. SALMON, M. SOHIER, M. SORIEUX, M. SOULABAILLE, Mme TOUTANT

**Absents et pouvoirs :** Mme COURTEILLE (pouvoir donné à M. COULOMBEL), Mme COURTIGNÉ (pouvoir donné à M. LE GUENNEC), Mme FÉRET (pouvoir donné à M. BRETEAU), Mme MORICE (pouvoir donné à M. SORIEUX)

Après épuisement de l'ordre du jour, la séance a été levée à 15h35.

**La Commission permanente**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3211-2 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation de pouvoirs à la Commission permanente ;

Vu les délibérations du Conseil départemental en dates des 17 juin, 29 septembre et 16 décembre 2016, 8 février 2017, 21 mars 2018, 6 février 2019, 13 février 2020, 10 février 2021 et 3 février 2022 ;

Vu la délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2021, portant renégociation de la programmation et prorogation du volet 2 du contrat départemental de territoire de de la Communauté de communes de Dol et Baie du Mont-Saint-Michel ;

Vu la délibération de la Commission permanente en date du 24 janvier 2022, portant renégociation de la programmation et prorogation du volet 2 du contrat départemental de territoire de Rennes métropole ;

Vu la délibération de la Commission permanente en date du 28 février 2022, portant renégociation de la programmation et prorogation du volet 2 du contrat départemental de territoire de Fougères agglomération ;

## Exposé :

Dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> génération des contrats départementaux de territoire (2017-2021), l'Assemblée départementale a approuvé, respectivement en septembre et décembre 2016, les conventions-type et les enveloppes de crédits pour les 18 intercommunalités du Département.

Depuis cette date, dans le cadre d'une démarche de co-construction avec le Département, les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont pu préparer la programmation de leur contrat départemental de territoire, avec l'ensemble des acteurs concernés. La société civile a également pu être associée à la démarche au travers des comités de pilotage territoriaux.

Les principales modalités techniques du volet d'investissement sont les suivantes :

- un taux d'intervention du Département plafonné à 50 % du coût prévisionnel de l'action dans la limite également de 80 % de subventions publiques ;
- le taux d'intervention du Département pourra varier selon une fourchette, fixée par l'intercommunalité, allant de 5 % à 50 % du coût prévisionnel de l'action ;
- un plancher de subvention du Département fixé à 3 000 € pour chacune des opérations ;
- une participation locale de l'EPCI de 20 % du coût prévisionnel pour toutes les opérations portées par des tiers associatifs ou privés ;
- l'établissement d'une convention spécifique si la subvention est supérieure au seuil de 23 000 € pour les tiers privés (ou si l'organisme est détenteur d'une licence d'entrepreneur de spectacle vivant).

Les dossiers de subvention soumis à l'examen de la présente Commission permanente s'inscrivent donc dans ce cadre et relèvent de la programmation volet 2 des territoires concernés.

Quatre dossiers de subvention « Mobilité infrastructures » présentés à cette Commission permanente concernent les contrats départementaux de territoire de :

- la Communauté de communes de Dol et Baie du Mont-Saint-Michel pour un montant de 163 000 € ;
  - Fougères agglomération pour un montant de 54 000 € ;
  - Rennes métropole pour un montant de 645 511,73 € ;
- dont le détail figure dans la conclusion et dans les tableaux joints en annexe.

## Décide :

**- d'attribuer dans le cadre du volet 2 (investissement) des contrats départementaux de territoire 4 subventions pour un montant total de 862 811,73 €, dont le détail figure dans les tableaux joints en annexe et selon la répartition suivante :**

- Un dossier pour le contrat départemental de territoire de la Communauté de

communes de Dol et Baie du Mont-Saint-Michel pour un montant de 163 300 € ;

- Un dossier pour le contrat départemental de territoire de Fougères agglomération pour un montant de 54 000 € ;
- Deux dossiers pour le contrat départemental de territoire de Rennes métropole pour un montant de 645 511,73 €.

### Vote :

Pour : 54

Contre : 0

Abstentions : 0

En conséquence, la délibération est **adoptée à l'unanimité.**

Transmis en Préfecture le : 6 décembre 2022

ID : CP20220971

Pour extrait conforme

Pour le Président et par délégation